

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 47

10 juillet 1967

SOMMAIRE

Règlement grand-ducal du 27 juin portant nouvelle fixation du taux de participation des communes dans le montant global des parts fixes que l'Etat et les communes doivent supporter dans les rentes et pensions des régimes de pension contributifs	711
Règlement grand-ducal du 27 juin 1967 déterminant le rapport entre les taux communaux des impôts fonciers A et B.....	712
Règlement ministériel du 30 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac	712
Règlement ministériel du 30 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac	714
Règlement ministériel du 1 ^{er} juillet 1967 relatif au tarif des droits d'entrée	725
Règlement ministériel du 1 ^{er} juillet 1967 relatif au tarif des droits d'entrée	727

Règlement grand-ducal du 27 juin 1967 portant nouvelle fixation du taux de participation des communes dans le montant global des parts fixes que l'Etat et les communes doivent supporter dans les rentes et pensions des régimes de pension contributifs.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 3, II de la loi unique du 13 mai 1964 ayant pour objet l'amélioration et l'harmonisation des régimes de pension contributifs;

Vu l'art. 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor, de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. A partir de l'année 1967 les communes rembourseront à l'Etat dix pour cent du montant global des parts fixes que l'Etat et les communes doivent supporter dans les rentes et pensions des régimes de pension contributifs.

Art. 2. Notre Ministre du Trésor, Notre Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Château de Berg, le 27 juin 1967.

Jean

Le Ministre du Trésor,
Pierre Werner
Le Ministre du Budget,
Antoine Wehenkel
Le Ministre de l'Intérieur,
Henry Cravatte

Règlement grand-ducal du 27 juin 1967 déterminant le rapport entre les taux communaux des impôts fonciers A et B.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu le § 21 de la loi du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt foncier tel qu'il a été modifié par la loi du 1.2.1967 modifiant les dispositions de la loi sur l'impôt foncier relatives aux taux communaux;

Vu le § 12, al. 1^{er} et 3 de la loi générale de l'impôt dite « Abgabenordnung » du 22 mai 1931;

Vu l'art. 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre du Trésor et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. (1) A partir de l'année 1967 les communes sont tenues de respecter la relation spécifiée ci-après entre le taux de l'impôt foncier A et les taux de l'impôt foncier B.

(2) Suivant que les communes fixent un, deux ou trois taux communaux pour l'impôt foncier grevant les immeubles bâtis et non bâtis, le taux fixé pour l'impôt foncier A doit être égal à celui qui est fixé respectivement pour l'impôt foncier B, B2 ou B3.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Château de Berg, le 27 juin 1967.

Jean

Le Ministre de l'Intérieur,
Henry Cravatte
Le Ministre du Trésor,
Pierre Werner

Règlement ministériel du 30 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac.

Le Ministre du Trésor,

Vu la loi du 28 décembre 1959 portant approbation du protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée signé à Bruxelles le 25 juillet 1958, ainsi que du protocole additionnel, signé à Bruxelles le 22 décembre 1958;

Vu les articles 2, 6 et 42 de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, approuvée par la loi du 26 mai 1965;

Vu l'arrêté royal belge du 28 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac;

Arrête:

Article unique. L'arrêté royal belge du 28 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac sera publié au Mémorial pour être exécuté au Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 30 juin 1967.

Le Ministre du Trésor,
Pierre Werner

Arrêté royal belge du 28 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, modifié par les lois des 19 mars 1951, 5 juillet 1956, 10 décembre 1962, 4 avril 1963, 31 mars 1965 et 29 juin 1966;

Vu la loi du 19 mars 1951 concernant les accises, notamment les articles 39 et 51;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1951 mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises;

Vu l'avis du Conseil des Douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, modifié en dernier lieu par l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1966, est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1^{er}, § 1^{er}. Les tabacs fabriqués, indigènes ou étrangers, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit:

- | | | |
|--|---|---|
| <p>A. Cigares pesant 3 kg ou plus par 1.000 pièces 12,4 p.c.</p> <p>B. Autres cigares (cigarillos) 17,5 p.c.</p> | } | <p>du prix de vente au détail d'après un barème établi par le Ministre des Finances.</p> |
| <p>C. Cigarettes 56,9 p.c.</p> | } | <p>du prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » indiqué dans un barème établi par le Ministre des Finances.</p> |
| <p>D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec 33,— p.c.</p> | } | <p>du prix de vente au détail d'après un barème établi par le Ministre des Finances.</p> |
| <p>E. Tabac à mâcher humide</p> | } | <p>1 franc par kilogramme.</p> |

En outre, les cigarettes visées sous la lettre C sont soumises à un droit d'accise spécifique fixé comme suit:

- F 0,05 par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » ne dépasse pas F 0,60 la pièce;
- F 0,07 par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » est supérieur à F 0,60 la pièce, mais ne dépasse pas F 0,76 la pièce;
- F 0,09 par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » dépasse F 0,76 la pièce.

Pour les tabacs fabriqués étrangers, les droits d'accise sont indépendants du droit fixé par le tarif des droits d'entrée. »

Art. 2. Les bandelettes fiscales pour cigarettes, non encore utilisées, détenues par les fabricants et les importateurs à la date du 1^{er} juillet 1967 donnent lieu à la perception d'un complément de droit d'accise représentant la différence entre le droit d'accise dû à partir de cette date et celui qui a été perçu antérieurement.

Les modalités de la perception de ce complément de droit d'accise sont déterminées par le Ministre des Finances.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1967.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1967.

BAUDOUIN

Par le Roi:

Le Ministre des Finances,

R. HENRION

Règlement ministériel du 30 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac.

Le Ministre du Trésor,

Vu la loi du 28 décembre 1959 portant approbation du protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée signé à Bruxelles le 25 juillet 1958 ainsi que du protocole additionnel, signé à Bruxelles le 22 décembre 1958;

Vu les articles 2, 6 et 42 de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, approuvée par la loi du 26 mai 1965;

Vu l'arrêté ministériel belge du 29 juin 1967 modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel belge du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales;

Arrête:

Art. unique. L'arrêté ministériel belge du 29 juin 1967 modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales sera publié au Mémorial pour être exécuté au Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 30 juin 1967

Le Ministre du Trésor,
Pierre Werner

Arrêté ministériel belge du 29 juin 1967 modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, modifiée par les articles 36 et 37 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises et par l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1966, notamment les articles 1^{er}, 3 et 5, 1^o;

Vu le règlement général sur les taxes assimilées au timbre, notamment l'article 31¹¹ modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 28 juin 1967;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 1967 modifiant le régime d'accise du tabac;

Vu le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués, modifié notamment par les arrêtés ministériels des 15 avril 1958, 24 décembre 1964, 28 décembre 1965 et 27 avril 1967, spécialement les §§ 2 et 18^o;

Vu le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués annexé à l'arrêté ministériel du 28 décembre 1965, modifié par les arrêtés ministériels des 3 mai 1966 et 27 avril 1967;

Vu l'avis du Conseil des Douanes de l'Union économique belge-luxembourgeoise;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête:

Art. 1^{er}. Le § 2 du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 juin 1967, les tabacs fabriqués, indigènes ou étrangers, destinés à être consommés dans le pays, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit:

A. Cigares pesant 3 kg ou plus les 1.000 pièces 12,4 p.c.

B. Autres cigares (cigarillos) 17,5 p.c.

} du prix de vente au détail d'après un barème établi par le Ministre des Finances

- C. Cigarettes 56,9 p.c. } du prix servant de base au calcul du droit d'accise
« ad valorem » indiqué dans un barème établi par le
Ministre des Finances
- D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec 33,— p.c. } du prix de vente au détail d'après un barème établi
par le Ministre des Finances
- E. Tabac à mâcher humide 1 francs par kilogramme.

En outre, les cigarettes visées sous la lettre C sont soumises à un droit d'accise spécifique fixé comme suit:

- F 0,05 par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » ne dépasse pas F 0,60 la pièce;
- F 0,07 par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » est supérieur à F 0,60 la pièce, mais ne dépasse pas F 0,76 la pièce;
- F 0,09 par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » dépasse F 0,76 la pièce.»

Art. 2 Le § 189 du même règlement est remplacé par disposition suivante:

« § 189. Les bandelettes fiscales pour échantillons sont vendues aux fabricants et aux importateurs aux prix forfaitaires ci-après:

	jusque F 13 le paquet de 10 pièces	* F 0,25 par cigarillo
	plus de F 13 jusque F 18 le paquet de 10 pièces . . .	** F 0,35 par cigarillo
cigarillos	plus de F 18 le paquet de 10 pièces	*** F 0,50 par cigarillo
	jusque F 16,50 le paquet de 25 cigarettes	* F 0,35 par cigarette
	20 cigarettes	0 F 0,42 par cigarette
cigarettes	plus de F 16,50 jusque F 18,50 le paquet de 25 cigarettes	** F 0,40 par cigarette
	20 cigarettes	00 F 0,49 par cigarette
	plus de F 18,50 le paquet de 20 ou 25 cigarettes . . .	*** F 0,69 par cigarette
tabac à fumer et tabac à priser	jusque F 15 le paquet de 100 g	* F 0,20 par fraction de 5 g
	plus de F 15 jusque F 20 le paquet de 100 g	** F 0,30 par fraction de 5 g
	plus de F 20 le paquet de 100 g	*** F 0,40 par fraction de 5 g.

Art. 3. Dans le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs annexés à l'arrêté ministériel du 28 décembre 1965, la rubrique « Taux d'imposition » est remplacé par la disposition suivante:

TAUX D'IMPOSITION

Espèce de produits	Droits d'accise	Taxe de transmission
A. Cigares pesant 3 kg ou plus par 1.000 pièces	12,4 p.c. du prix de vente au détail	Jusque 10 francs la pièce 4 p.c. du prix de vente au détail
B. Autres cigares (cigarillos)	17,5 p.c. du prix de vente au détail	
		Plus de 10 francs la pièces: 7 p.c. du prix de vente au détail.

C. Cigarettes	56,9 p.c. du prix indiqué dans la colonne 4 du tableau	4 p.c. du prix indiqué dans la colonne 4 du tableau.
D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec	33,— p.c. du prix de vente au détail	4 p.c. du prix de vente au détail
E. Tabac à mâcher humide	1 francs par kg	7 francs par kg

En outre, les cigarettes visées sous la lettre C sont soumises à un droit d'accise spécifique fixé comme suit:

- 0,05 francs par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » ne dépasse pas 0,60 francs la pièce;
- 0,07 francs par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » est supérieur à 0,60 francs la pièce, mais ne dépasse pas 0,76 francs la pièce;
- 0,09 francs par pièce, pour les cigarettes dont le prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » dépasse 0,76 francs la pièce. »

Art. 4. Dans le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs annexé à l'arrêté ministériel précité, le barème « C. Cigarettes (Accise: 56,9 p.c.) » est remplacé par le barème ci-annexé.

Art. 5. En vue de la perception du complément de droit d'accise visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 juin 1967, les fabricants et les importateurs qui, le 1^{er} juillet 1967 au matin, détiennent des bandelettes fiscales non utilisées passibles d'un complément de droit doivent en faire la déclaration au receveur des accises de leur ressort. Cette déclaration, qui doit parvenir au receveur au plus tard le 4 juillet 1967, est accompagnée d'un inventaire, daté et signé, indiquant, par série, le nombre de bandelettes détenues.

Art. 6. Les intéressés doivent faire une déclaration et un inventaire distincts pour chaque endroit où ils détiennent des bandelettes fiscales visées à l'article 5.

Art. 7. Dans chaque endroit où sont détenues des bandelettes fiscales passibles d'un complément de droit d'accise, un deuxième exemplaire de l'inventaire doit être tenu à la disposition des agents des accises.

Les fabricants et les importateurs y ajoutent la liste des bandelettes fiscales expédiées par le receveur des accises à Bruxelles (tabac), avant le 1^{er} juillet 1967, mais qui leur sont parvenues après la formation de leur déclaration.

Art. 8. Les bandelettes fiscales reprises aux déclarations doivent être tenues pendant trois jours ouvrables à la disposition des agents des accises.

Art. 9. Les sommes dues au titre de complément de droit d'accise doivent être acquittées au bureau des accises du ressort le 25 août 1967 au plus tard.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1967.

Bruxelles, le 29 juin 1967

R. HENRION

C. — CIGARETTES

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
—	—	—	—	—	—
950	5	2,—	1,70	0,967	0,250
951	10	3,75	3,15	1,792	0,500
952 N	12	4,50	3,78	2,150	0,600
953 N	20	7,25	6,05	3,442	1,—
944 C	25	9,—	7,50	4,267	1,250
945 C	50	18,—	15,—	8,535	2,500
946 C	100	36,—	30,—	17,070	5,—
981 AN	10	4,75	4,15	2,361	0,500
983 A	20	9,50	8,30	4,722	1,—
984 A	25	12,—	10,50	5,974	1,250
985 A	50	24,—	21,—	11,949	2,500
986 A	100	48,—	42,—	23,898	5,—
980 E	5	2,50	2,20	1,251	0,250
981 E	10	5,—	4,40	2,503	0,500
982 E	12	6,—	5,28	3,004	0,600
983 E	20	10,—	8,80	5,007	1,—
984 E	25	12,50	11,—	6,259	1,250
985 E	50	25,—	22,—	12,518	2,500
986 E	100	50,—	44,—	25,036	5,—
991 AN	10	5,25	4,65	2,645	0,500
992 AN	12	6,50	5,78	3,288	0,600
993 AN	20	10,50	9,30	5,291	1,—
994 A	25	13,—	11,50	6,543	1,250
995 A	50	26,—	23,—	13,087	2,500
996 A	100	52,—	46,—	26,174	5,—
990 E	5	2,75	2,45	1,394	0,250
991 E	10	5,50	4,90	2,788	0,500
992 E	12	6,75	6,03	3,431	0,600
993 E	20	11,—	9,80	5,576	1,—
994 E	25	13,50	12,—	6,828	1,250
995 E	50	27,—	24,—	13,656	2,500
996 E	100	54,—	48,—	27,312	5,—

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
1001 C	10	5,75	5,15	2,930	0,500
1002 C	12	7, —	6,28	3,573	0,600
1003 C	20	11,50	10,30	5,860	1, —
1004 C	25	14, —	12,50	7,112	1,250
1005 C	50	28, —	25, —	14,225	2,500
1006 C	100	56, —	50, —	28,450	5, —
1000 D	5	3, —	2,70	1,536	0,250
1001 D	10	6, —	5,40	3,072	0,500
1002 D	12	7,25	6,53	3,715	0,600
1003 D	20	11,75	10,55	6,002	1, —
1004 D	25	14,50	13, —	7,397	1,250
1005 D	50	29, —	26, —	14,794	2,500
1006 D	100	58 —	52, —	29,588	5, —
1013	20	12, —	10,80	6,145	1, —
1014	25	15, —	13,50	7,681	1,250
1015	50	30, —	27, —	15,363	2,500
1016	100	60, —	54, —	30,726	5, —
1011 A	10	6,25	5,65	3,214	0,500
1012 AN	12	7,50	6,78	3,857	0,600
1013 A	20	12,50	11,30	6,429	1, —
1014 AN	25	15,75	14,25	8,108	1,250
1015 A	50	31,25	28,25	16,074	2,500
1016 A	100	62,50	56,50	32,148	5, —
1014 B	25	16, —	14,50	8,250	1,250
1015 B	50	32, —	29, —	16,501	2,500
1016 B	100	64, —	58, —	33,002	5, —
1010 D	5	3,25	2,95	1,678	0,250
1011 D	10	6,50	5,90	3,357	0,500
1012 D	12	7,75	7,03	4, —	0,600
1013 D	20	13, —	11,80	6,714	1, —
1014 D	25	16,25	14,75	8,392	1,250
1015 D	50	32,50	29,50	16,785	2,500
1016 D	100	65, —	59, —	33,571	5, —

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
—	—	—	—	—	—
1024	25	16,50	15, —	8,535	1,250
1025	50	33, —	30, —	17,070	2,500
1026	100	66, —	60, —	34,140	5, —
1022 BN	12	8, —	7,04	4,005	0,840
1023 B	20	13,25	11,65	6,628	1,400
1024 BN	25	16,75	14,75	8,392	1,750
1025 BN	50	33,25	29,25	16,643	3,500
1026 B	100	66,25	58,25	33,144	7, —
1021 A	10	6,75	5,95	3,385	0,700
1022 AN	12	8,25	7,29	4,148	0,840
1023 A	20	13,50	11,90	6,771	1,400
1024 AN	25	17, —	15, —	8,535	1,750
1025 A	50	33,75	29,75	16,927	3,500
1026 A	100	67,50	59,50	33,855	7, —
1030	5	3,50	3,10	1,763	0,350
1031	10	7, —	6,20	3,527	0,700
1032 N	12	8,50	7,54	4,290	0,840
1033	20	14, —	12,40	7,055	1,400
1034	25	17,50	15,50	8,819	1,750
1035	50	35, —	31, —	17,639	3,500
1036	100	70, —	62, —	35,278	7, —
1031 A	10	7,25	6,45	3,670	0,700
1032 AN	12	8,75	7,79	4,432	0,840
1033 A	20	14,50	12,90	7,340	1,400
1034 B	25	18, —	16, —	9,104	1,750
1035 B	50	36, —	32, —	18,208	3,500
1036 B	100	72, —	64, —	36,416	7, —
1034 C	25	18,50	16,50	9,388	1,750
1035 C	50	37, —	33, —	18,777	3,500
1036 C	100	74, —	66, —	37,554	7, —
1040	5	3,75	3,35	1,906	0,350
1041	10	7,50	6,70	3,812	0,700
1042 N	12	9, —	8,04	4,574	0,840
1043	20	15, —	13,40	7,624	1,400

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
—	—	—	—	—	—
1044	25	18,75	16,75	9,530	1,750
1045	50	37,50	33,50	19,061	3,500
1046	100	75,—	67,—	38,123	7,—
1042 B	12	9,50	8,54	4,859	0,840
1043 B	20	15,75	14,15	8,051	1,400
1044 B	25	19,50	17,50	9,957	1,750
1045 B	50	39,—	35,—	19,915	3,500
1046 B	100	78	70,—	39,830	7,—
1050	5	4,—	3,60	2,048	0,350
1051	10	8,—	7,20	4,096	0,700
1052 N	12	9,75	8,79	5,001	0,840
1053	20	16,—	14 40	8,193	1,400
1054	25	20,—	18,—	10,242	1,750
1055	50	40,—	36,—	20,484	3,500
1056	100	80,—	72,—	40,968	7,—
1051 B	10	8,25	7,45	4,239	0,700
1052 B	12	10,—	9,04	5,143	0,840
1053 B	20	16,50	14,90	8,478	1,400
1054 B	25	20,75	18,75	10,668	1 750
1055 B	50	41,25	37,25	21,195	3,500
1056 B	100	82 50	74,50	42,390	7,—
1050 C	5	4,25	3,85	2,190	0,350
1051 C	10	8,50	7,70	4,381	0,700
1052 C	12	10,25	9,29	5,286	0,840
1053 C	20	17,—	15,40	8,762	1,400
1054 C	25	21,—	19,—	10,811	1,750
1055 C	50	42,—	38,—	21,622	3,500
1056 C	100	84,—	76,—	43,244	7,—
1051 D	10	8,75	7,75	4,409	0,900
1052 D	12	10,50	9,30	5,291	1,080
1053 D	20	17,50	15,50	8,819	1,800
1054 D	25	22,—	19,50	11,095	2,250
1055 D	50	43,75	38,75	22,048	4,500
1056 D	100	87,50	77,50	44,097	9,—

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
1060	5	4,50	4,—	2,276	0,450
1061	10	9,—	8,—	4,552	0,900
1062 N	12	10,75	9,55	5,433	1,080
1063	20	18,—	16,—	9,104	1,800
1064	25	22,50	20,—	11,380	2,250
1065	50	45,—	40,—	22,760	4,500
1066	100	90,—	80,—	45,520	9,—
1061 A	10	9,25	8,25	4,694	0,900
1062 A	12	11,25	10,05	5,718	1,080
1063 A	20	18,50	16,50	9,388	1,800
1064 A	25	23,25	20,75	11,806	2,250
1065 A	50	46,25	41,25	23,471	9,—
1066 A	100	92,50	82,50	46,942	9,—
1060 B	5	4,75	4,25	2,418	0,450
1061 B	10	9,50	8,50	4,836	0,900
1062 B	12	11,50	10,30	5,860	1,080
1063 B	20	19,—	17,—	9,673	1,800
1064 B	25	23,75	21,25	12,091	2,250
1065 B	50	47,50	42,50	24,182	4,500
1066 B	100	95,—	85,—	48,365	9,—
1061 C	10	9,75	8,75	4,978	0,900
1062 C	12	11,75	10,55	6,002	1,080
1063 C	20	19,50	17,50	9,957	1,800
1064 C	25	24,50	22,—	12,518	2,250
1065 C	50	48,75	43,75	24,893	4,500
1066 C	100	97,50	87,50	49,787	9,—
1070	5	5,—	4,50	2,560	0,450
1071	10	10,—	9,—	5,121	0,900
1072 N	12	12,—	10,80	6,145	1,080
1073	20	20,—	18,—	10,242	1,800
1074	25	25,—	22,50	12,802	2,250
1075	50	50,—	45,—	25,605	4,500
1076	100	100,—	90,—	51,210	9,—
1080	5	5,50	5,—	2,845	0,450
1081	10	11,—	10,—	5,690	0,900
1082 N	12	13,25	12,05	6,856	1,080

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
—	—	—	—	—	—
1083	20	22, —	20, —	11,380	1,800
1084	25	27,50	25, —	14,225	2,250
1085	50	55, —	50, —	28,450	4,500
1086	100	110, —	100, —	56,900	9, —
1081 A	10	11,25	10,25	5,832	0,900
1082 A	12	13,50	12,30	6,998	1,080
1083 A	20	22,50	20,50	11,664	1,800
1084	25	28,25	25,75	14,651	2,250
1085 A	50	56,25	51,25	29,161	4,500
1086 A	100	112,50	102,50	58,322	9, —
1090	5	6, —	5,50	3,129	0,450
1091	10	12, —	11, —	6,259	0,900
1092 N	12	14,50	13,30	7,567	1,080
1093	20	24, —	22, —	12,518	1,800
1094	25	30, —	27,50	15,647	2,250
1095	50	60, —	55, —	31,295	4,500
1096	100	120, —	110, —	62,590	9, —
1100	5	6,25	5,75	3,271	0,450
1101	10	12,50	11,50	6,543	0 900
1102 N	12	15 —	13,80	7,852	1,080
1103	20	25, —	23, —	13,087	1,800
1104	25	31,25	28,75	16,358	2,250
1105	50	62,50	57,50	32,717	4,500
1106	100	125, —	115, —	65,435	9, —
1100 C	5	6,75	6,25	3,556	0,450
1101 C	10	13,50	12,50	7,112	0,900
1102 CN	12	16,25	15,05	8,563	1,080
1103 C	20	27, —	25, —	14,225	1,800
1104 C	25	33,75	31,25	17,781	2,250
1105 C	50	67,50	62,50	35,562	4,500
1106 C	100	135, —	125, —	71,125	9, —
1100 B	5	7, —	6,50	3,698	0,450
1101 B	10	14 —	13, —	7,397	0,900
1102 BN	12	16,75	15,55	8,847	1 080
1103 B	20	28 —	26, —	14,794	1,800

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
1104	25	35,—	32,50	18,492	2,250
1105 B	50	70,—	65,—	36,985	4,500
1106 B	100	140,—	130,—	73,970	9,—
1110	5	7,50	7,—	3,983 —	0,450
1111	10	15,—	14,—	7,966	0,900
1112 N	12	18,—	16,80	9,559	1,080
1113	20	30,—	28,—	15,932	1,800
1114	25	37,50	35,—	19,915	2,250
1115	50	75,—	70,—	39,830	4,500
1116	100	150,—	140,—	79,660	9,—
1110 A	5	8,—	7,50	4,267	0,450
1111 A	10	16,—	15,—	8,535	0,900
1112 AN	12	19,25	18,05	10,270	1,080
1113 A	20	32,—	30,—	17,070	1,800
1114 A	25	40,—	37,50	21,337	2,250
1115 A	50	80,—	75,—	42,675	4,500
1116 A	100	160,—	150,—	85,350	9,—
1110 B	5	8,75	8,25	4,694	0,450
1111 B	10	17,50	16,50	9,388	0,900
1112 BN	12	21,—	19,80	11,266	1,080
1113 B	20	35,—	33,—	18,777	1,800
1114 B	25	43,75	41,25	23,471	2,250
1115 B	50	87,50	82,50	46,942	4,500
1116 B	100	175,—	165,—	93,885	9,—
1120	5	10,—	9,50	5,405	0,450
1121	10	20,—	19,—	10,811	0,900
1122 N	12	24,—	22,80	12,973	1,080
1123	20	40,—	38,—	21,622	1,800
1124	25	50,—	47,50	27,027	2,250
1125	50	100,—	95,—	54,055	4,500
1126	100	200,—	190,—	108,110	9,—
1120 A	5	10,75	10,25	5,832	0,450
1121 A	10	21,25	20,25	11,522	0,900
1122 AN	12	25,50	24,30	13,826	1,080
1123 A	20	42,50	40,50	23,044	1,800

Série	Nombre de pièces par emballage	Prix maximum de vente au détail	Prix servant de base au calcul du droit d'accise « ad valorem » et de la taxe de transmission	Droit d'accise « ad valorem » (56,9 p.c.)	Droit d'accise spécifique
1	2	3	4	5	6
—	—	—	—	—	—
1124 AN	25	53,25	50,75	28,876	2,250
1125 A	50	106,25	101,25	57,611	4,500
1126 A	100	212,50	202,50	115,222	9,—
1130	5	11,25	10,75	6,116	0,450
1131	10	22,50	21,50	12,233	0,900
1132 N	12	27,—	25,80	14,680	1,080
1133	20	45,—	43,—	24,467	1,800
1134	25	56,25	53,75	30,583	2,250
1135	50	112,50	107,50	61,167	4,500
1136	100	225,—	215,—	122,335	9,—
1140	5	12,50	12,—	6,828	0,450
1141	10	25,—	24,—	13,656	0,900
1142 N	12	30,—	28,80	16,387	1,080
1143	20	50,—	48,—	27,312	1,800
1144	25	62,50	60,—	34,140	2,250
1145	50	125,—	120,—	68,280	4,500
1146	100	250,—	240,—	136,560	9,—
1140 A	5	13,—	12,50	7,112	0,450
1141 A	10	26,—	25,—	14,225	0,900
1142 A	12	31,25	30,05	17,098	1,080
1143 A	20	52,—	50,—	28,450	1,800
1144 A	25	65,—	62,50	35,562	2,250
1145 A	50	130,—	125,—	71,125	4,500
1146 A	100	260,—	250,—	142,250	9,—
1150	5	illimité	15,—	8,535	0,450
1151	10	»	30,—	17,070	0,900
1152 N	12	»	36,—	20,484	1,080
1153	20	»	60,—	34,140	1,800
1154	25	»	75,—	42,675	2,250
1155	50	»	150,—	85,350	4,500
1156	100	»	300,—	170,700	9,—

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 juin 1967.

Le Ministre des Finances,
R. HENRION

Règlement ministériel du 1^{er} juillet 1967 réglant les franchises en matière de droits d'entrée.

Le Ministre du Trésor,

Vu la loi du 28 décembre 1959 portant approbation du protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée signé à Bruxelles le 25 juillet 1958 ainsi que du protocole additionnel signé à Bruxelles le 22 décembre 1958;

Vu les articles 2 et 5 de la Convention coordonnée instituant l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, approuvée par la loi du 26 mai 1965;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 1967 réglant les franchises en matière de droits d'entrée;

Arrête:

Article unique. L'arrêté ministériel belge du 27 juin 1967 modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée est publié au Mémorial pour être exécuté au Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1967.

Le Ministre du Trésor,
Pierre Werner

Arrêté ministériel belge du 27 juin 1967 modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée

Le Ministre des Finances,

Vu le protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée, signé à Bruxelles le 25 juillet 1958 et approuvé par la loi du 11 décembre 1959;

Vu le traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye le 3 février 1958 et approuvé par la loi du 20 juin 1960, notamment l'article 28 dudit Traité;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1960 relatif au tarif des droits d'entrée, et le tarif y annexé, notamment les dispositions préliminaires, chapitre IV, § 34;

Vu l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée, notamment l'article 54 modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 23 juin 1966;

Sur la proposition de la Commission douanière et fiscale;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat notamment l'article 2, alinéa 2; Vu l'urgence;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'article 54 de l'arrêté ministériel du 17 février 1960 précité, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 54. § 1^{er}. Franchise totale ou partielle est accordée, conformément aux indications du tableau ci-après, pour les marchandises reprises audit tableau, qui sont originaires des Antilles néerlandaises, du Burundi, de la République du Congo (Kinshasa), de la République Rwandaise ou du Surinam.

La franchise partielle se calcule sur les droits repris à la colonne Tarif C.E. du Tarif des droits d'entrée.

Position du Tarif	Désignation des marchandises	Régime préférentiel
08.01 B ex 08.01 D II a	Bananes. Noix de coco.	Exemption Réduction du droit à 50 p.c. du taux fixé par le Tarif.

Position du Tarif	Désignation des marchandises	Régime préférentiel
08.02 B II	Clémentines.	Exemption pendant la période du 1 ^{er} août au 14 octobre inclusivement.
08.02 D	Pamplemousses (y compris les pomelos).	Réduction du droit à 50 p.c. du taux fixé par le Tarif, pendant la période du 15 octobre au 15 avril inclusivement.
ex 08.02 E II	Autres agrumes.	Réduction du droit à 50 p.c. du taux fixé par le Tarif, pendant la période du 15 octobre au 15 avril inclusivement.
ex 33.01	Huiles essentielles (déterpénées ou non), liquides ou concrètes, et résinoïdes: A. Huiles essentielles non déterpénées: I. d'agrumes. B. Huiles essentielles déterpénées: I. d'agrumes. II. d'autres C. Résinoïdes.	Réduction du droit à 50 p.c. du taux fixé par le Tarif.
44.07	Traverses en bois pour voies ferrées.	Exemption.
44.14	Feuilles de placage en bois, sciées, tranchées ou déroulées, d'une épaisseur égale ou inférieure à 5 mm; même renforcées sur une face de papier ou de tissu.	Réduction du droit à 50 p.c. du taux fixé par le Tarif.
44.15 A II et B II	Bois plaqués ou contreplaqués, même avec adjonction d'autres matières (y compris les bois marquetés ou incrustés); autres que ceux visés dans les sous-positions A I et B I.	Réduction du droit à 30 p.c. du taux fixé par le Tarif.
ex 44.18	Plaques et panneaux en copeaux et autres déchets de bois agglomérés au moyen d'un liant.	Exemption.

§ 2. La franchise visée au § 1^{er} est subordonnée à la production:

1° du certificat prouvant que les marchandises se trouvent, en raison de leur origine, dans les conditions requises pour l'application de la colonne Tarif C.E. du Tarif des droits d'entrée;

2° de pièces établissant que les marchandises ont été expédiées des territoires énumérés au § 1^{er} à destination de l'U.E.B.L. ou des Pays-Bas.

§ 3. Le déclarant qui revendique la franchise visée au § 1^{er}, doit apposer la mention « Marchandises originaires des Antilles néerlandaises, du Burundi, de la République du Congo (Kinshasa), de la Répu-

blique Rwandaise ou de Surinam », sur la déclaration en détail visée par les articles 118 et 120 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit et des accises. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1967.
Bruxelles, le 27 juin 1967

R. HENRION

Règlement ministériel du 1^{er} juillet 1967 relatif au tarif des droits d'entrée.

Le Ministre du Trésor,

Vu la loi du 28 décembre 1959 portant approbation du protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'établissement d'un nouveau tarif de droits d'entrée signé à Bruxelles le 25 juillet 1958, ainsi que du protocole additionnel signé à Bruxelles le 22 décembre 1958;

Vu les articles 2 et 5 de la Convention coordonnée instituant l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, approuvée par la loi du 26 mai 1965;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 1967 relatif au tarif des droits d'entrée;

Arrête:

Article unique. L'arrêté ministériel belge du 28 juin 1967 relatif au tarif des droits d'entrée est publié au Mémorial pour être exécuté au Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1967

Le Ministre du Trésor,
Pierre Werner

Arrêté ministériel belge du 28 juin 1967 relatif au tarif des droits d'entrée.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 11 décembre 1959 portant approbation du protocole signé à Bruxelles, le 25 juillet 1958, par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1960, relatif au tarif des droits d'entrée, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 00 juin 1967;

Vu le § 39bis des dispositions préliminaires dudit tarif;

Sur la proposition de la Commission douanière et fiscale;

Vu l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Arrête:

Art. 1^{er}. Pour les marchandises relevant des positions tarifaires énumérées au tableau ci-annexé, la perception des droits d'entrée est suspendue conformément et dans les limites des indications dudit tableau.

Art. 2. Ces suspensions sont valables:

— jusqu'au 31 décembre 1967 pour les marchandises des positions 15.07 B I a 2 aa et bb, 73.01 D I et 73.16 A II b;

— jusqu'au 30 juin 1968 pour les marchandises des autres positions.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 6 avril 1967 relatif au tarif des droits d'entrée est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1967.

Bruxelles, le 28 juin 1967.

R. HENRION

Annexe à l'arrêté ministériel du 28 juin 1967

TABLEAU DES SUSPENSIONS

NOTE: Dans le tableau ci-dessous:

- la mention « expt. » signifie que la perception du droit d'entrée est totalement suspendue;
- la mention d'un taux signifie que le droit d'entrée n'est perçu qu'à ce taux.

Numéros du tarif	Tarif Général	Numéros du tarif	Tarif Général
15.07 B I a 2 aa	7%	41.10 B	8,8%
B I a 2 bb	7% (1)	42.01 A	14,4%
25.16 B I	5,6%	C	16,6%
B II a	5,2%	42.06 B II	10,5%
27.12 B	8%	44.06	5,2%
27.13 B II	8%	44.09 A I	6,4%
28.06 A II	9,6%	A II	7,8%
28.29 B I	13,2%	44.13 B	8,8%
ex 28.47 D (2)	6,8%	44.16 B	8,8%
30.01 A I	8,8%	44.19 B	14,4%
B I	8,8%	44.20	14,4%
30.03 B I	27,2%	44.26 B	14,8%
30.05 A	14,4%	46.02 C III	16,3%
33.01 C	6,5%	48.02	13,2%
33.04	9,6%	49.08 B	15,6%
33.05	10,5%	49.10	17,1%
35.03 A	8,8%	50.07 A	11%
35.06 A I a	8,8%	B	10%
36.08	17,1%	C	9,6%
37.07 B II b	F 150	50.09 B	13,6%
	les 100 m	ex 51.01 A (1)	expt. (2)
B II d	F 186	58.07 C II b	14,8%
	les 100 m	64.03 B	14,4%
38.09 C	14,8%	64.06 B	18,7%
38.11 A	8,3%	65.04 B I a	14,4%
B	7,8%	B I b	15,8%
38.19 M	8,3%	B II	16,6%
N	8,8%	65.07 B II	13,6%
P II	5,2%	B III	13,6%
41.03 B I	5,2%	B IV	14,8%
41.04 B I	5,6%	66.03 A I b	12,2%
41.06 A	7,8%		
B I	8,8%		

(1) La suspension vaut également pour le droit GR dans la colonne « Tarif C.E. »

(2) Uniquement pour les molybdates.

(1) Uniquement pour les fils simples de polytétrafluorethylène.

(2) La suspension vaut également pour le droit dans la colonne « Tarif C.E. ».

Numéros du tarif	Tarif Général	Numéros du tarif	Tarif Général
67.01 A II b	14,4%	73.37 A I	15,3%
B	14,4%	A II b	15,3%
67.03 B	11,2%	B I	13,6%
68.02 A I b 1	5,2%	B II	15,3%
A III a	14,4%	74.08	13,2%
A IV a	13,1%	74.14 A	12,2%
A IV b	13,9%	74.16	13,6%
68.03 A II	8,3%	74.17 B II	13,2%
B	8,8%	76.13	14,4%
68.05 B	7,8%	76.16 C II	16,3%
68.07 A	8,8%	C III	16,3%
68.13 C I	8,8%	78.04 A I	13,2%
69.01 B	8,8%	78.06 B II	13,6%
	avec minimum	79.05	12,7%
	de F 24 les 100 kg	79.06 C	14,8%
	poids brut	D	13,6%
69.04 A I a	7,8%	80.04 A I	11,7%
B I a	8,8%	80.05 B	12,7%
B I b	9,6%	80.06 B	14,8%
69.05 B I	8,8%	C	14,8%
69.12 A	13,2%	D	13,6%
69.14 A	13,2%	82.11 A III	11,2%
70.04 A	9,6%	83.01 A II	13,6%
	avec minimum	C II	13,6%
	de F 46 les 100 kg	83.03	13,6%
	poids brut	83.04	13,6%
B	9,6%	83.06	15,8%
	avec minimum	83.10	14,4%
	de F 65 les 100 kg	83.12	16,3%
	poids brut	83.15 B II	13,2%
70.09	17,6%	84.17 D I	14,4%
70.12 A	16,8%	E I	13,6%
70.14 A I	16%	84.41 B	12,7%
71.10	5,6%	84.45 C XI	5,2%
71.14 B II	9,6%	84.52 C I	8,8%
B III	11,7%	85.04 A II	17,6%
71.15 A II b	13,9%	C II a 2	16,1%
B II b 2	13,9%	85.05 A I	11,2%
73.01 D I (C.E.C.A.)	1%	B	11,2%
73.16 A II b		85.07 A	11%
(C.E.C.A.)	6%	85.10 B	15,8%
73.25 B	13,6%	86.01	11%
		86.02	11,2%

Numéros du tarif	Tarif Général	Numéros du tarif	Tarif Général
86.04 A	11,2%	93.07 B I a 1	5,2%
B	11%	B II a 3	16,3%
87.07 B II a	17,1%	B II b 2	15,3%
87.14 A	11,2%	94.01 B I	14,4%
90.07 B	14,8%	95.01 B III	15,6%
92.01 A II	16%	95.06 B II	10,5%
92.02	16,8%	96.01	14,4%
92.04	13,2%	96.04	17,1%
92.07	16,3%	97.03	19,2%
92.08 B	13,9%	97.05	17,6%
92.10 B I b	14,4%	98.05 A II c	12,7%
B I c 1	15,8%	B	8,8%
B II	15,8%	98.06 B	15,3%
92.12 B I b	15,3%	98.08	13,6%
		98.09	9,6%

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 juin 1967.

Le Ministre des Finances,
R. HENRION